

# Journée mondiale des droits de l'enfant aujourd'hui Qui se souvient encore du petit Nzé ?

R.H.A  
Libreville/ Gabon

**CÉLÉBRÉE** chaque 20 novembre à travers le monde, les droits de l'enfant s'appliquent à tout être humain âgé de moins de 18 ans. Ils prennent en considération le caractère vulnérable et la nécessité de développement de l'enfant. En d'autres termes, la protection des droits de l'enfant va de l'offre d'autonomie à la protection contre la violence physique, psychologique ou même émotionnelle sur ces êtres vulnérables. Aujourd'hui, plusieurs enfants sont régulièrement

victimes de violences sexuelles (viols, attouchements, inceste, excision, pornographie, homosexualité, etc). Dans la plupart des cas, celles-ci se déroulent dans l'environnement familial, assez souvent en milieu scolaire et, dans une certaine mesure, dans la rue.

A ce type de maltraitances s'ajoutent des violences physiques, psychologiques, verbales, etc. Phénomène inquiétant, celles-ci sont de plus en plus persistantes dans nos lycées, collèges, écoles primaires.

C'est dire que le phénomène des violences et abus sexuels faits aux enfants est un mal qui mérite une attention toute particu-



Photo : B. M.

**Le petit Nze, un cas patent de maltraitance.**

lière.

La société gabonaise est loin d'être épargnée par cette gangrène. Il ne passe pas un jour, en effet, sans qu'un cas de maltraitance ou d'abus ne soit signalé

aux autorités judiciaires. Le 30 octobre dernier, notre journal relatait le supplice enduré par un enfant au quartier Mindoubé-Cuvette, derrière l'ex-Sovog. Il s'agit du petit Nzé, moins de 13 ans, orphelin de mère, non scolarisé. Nous faisons état de ce que ce gamin restait attaché, la plupart du temps, par une chaîne au pied. Son bourreau? Son propre géniteur, qui justifiait son geste en expliquant que son fils était possédé par de mauvais esprits ! Apparemment, l'affaire ne semble avoir ému que le voisinage, qui avait donné l'alerte. Les pouvoirs publics, à travers les Affaires sociales, avaient-ils pris la

mesure de la situation ? Nous nous en doutons !

La commémoration de cette journée mondiale est l'occasion de rappeler à tous que l'enfant a droit à la protection contre toutes les formes d'exploitation et de mauvais traitements (notamment l'exploitation sexuelle), à l'éducation, mais surtout à la sécurité sociale, ainsi que l'exige l'Unicef.

Nos autorités judiciaires se devraient, lorsqu'elles sont saisies, d'appliquer la loi avec la dernière vigueur sur tout cas de maltraitance d'enfant. « On peut juger de la grandeur d'une Nation par la manière dont les enfants y sont traités », disait le Mahatma Gandhi.

## Ici et ailleurs

Aide sociale

### Les élus d'Owendo à l'école du Fnas



Photo : Anila Jordanah Tsoumba

Sur invitation du maire d'Owendo, les chefs de quartiers, les responsables d'associations et de coopératives de cette commune ont été entretenus, hier, par les responsables du Fonds national d'aide sociale(Fnas). A l'ordre du jour, les mécanismes mis en place par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment les conditions d'éligibilité et les mécanismes de financement pour bénéficier de l'appui du Fnas en matière d'activités génératrices de revenus. Mais également, la nécessité pour les individus de se constituer en coopérative, plutôt qu'en association, forme non adaptée pour une activité à but lucrative.

Les discussions ont eu lieu en présence du 3e maire adjoint chargé de l'Hygiène environnementale et du Patrimoine, Aloïse Apalaga, pour qui « cette séance de travail a permis aux uns et aux autres d'être fixés sur les missions réelles du Fnas », avant de lancer un appel aux Owendois à se constituer en coopérative légalement reconnue, afin de soumettre leurs projets au Fonds.

A noter que cette rencontre s'inscrivait dans le cadre du lancement de la campagne d'information et de sensibilisation des Gabonais économiquement faibles à Libreville et à l'intérieur du pays, sur les mécanismes d'appui social. Nous y reviendrons.

Par AJT

## Journée mondiale des toilettes, hier

### Un décor peu reluisant à Libreville

LLIM  
Libreville/Gabon

**LORSQU'ELLES** ne sont pas marquées "hors d'usage", ou ne présentent pas un aspect totalement insalubre, les toilettes publiques dans notre pays souffrent d'un manque d'entretien, mais aussi de l'incivisme de certains usagers qui n'hésitent pas à les laisser dans un état peu commode après usage.

La commémoration, hier, de la Journée mondiale des toilettes nous a donné l'occasion de faire un constat peu reluisant à travers nombre d'établissements



Photo : LLIM

**Des toilettes publiques au Trésor municipal.**



Photo : LLIM

**Des toilettes hors d'usage au CES Léon Mba 2.**

scolaires et d'administrations publiques de la capitale. Un des sites visités: le Collège d'enseignement secondaire (Ces) Léon Mba II, dont le principal, Pam-

phile Toung, nous a signifié l'existence des toilettes, aussi bien pour le personnel administratif, les enseignants que pour les élèves dans son établissement.

Ceci n'est que l'exception qui confirme la règle. Dans la plupart des lieux visités, le constat est que, lorsque ces toilettes ne sont pas bouchées ou inondées, elles sont, pour certaines, "hors d'usage", ou tout simplement laissées à l'abandon. C'est le cas des ministères et autres administrations publiques dans leur globalité, où il ne fait pas bon d'être pris par "un besoin pressant".

Du côté de l'Université Omar Bongo (UOB), les toilettes éoliennes, construites il y a quelques années, semblent souffrir de l'incivisme des usagers. Ceux-ci "font leurs besoins" à même le sol, rendant ainsi répugnante la tâche de nettoyage de la part des services concernés.

Un peu plus loin, le Trésor municipal, sis au Boulevard triomphal, présente une physionomie plus avenante. Une fois la barrière franchie, on y remarque une bâtisse portant l'enseigne "Toilettes publiques", avec des compartiments pour les hommes, les femmes et les personnes handicapées.

Autant dire un véritable luxe dans une ville, Libreville, où les toilettes publiques tiennent lieu du miracle que la pluie au Sahara.

Interrogée sur cette journée consacrée aux toilettes, une enseignante, Anne-Marie Assengone, n'en reste pas moins étonnée, voire surprise, tant les toilettes publiques ne font pas partie de notre décor. « Je

ne savais pas qu'il existait une telle journée. Toutefois, on peut l'expliquer, car selon une sagesse africaine, le premier endroit à indiquer à un étranger lorsqu'il vous rend visite, ce sont bien les lieux d'aisance que l'on désigne chez nous souvent de façon métaphorique : derrière la maison, dans la brousse... », fait-elle savoir.

Nos villes en manquent cruellement, hélas !

## Anniversaire



**Précieuse Micheline a 2 ans ce 20/11/15, les années passent et voilà tu grandis. Joyeux anniversaire Ta mémé homonyme**

**GRAND JEU CONCOURS**  
L'union 20 ANS  
Du 9 au 28 Nov. 2015  
Participez en répondant chaque jour aux questions publiées dans L'UNION.  
Bonne chance à tous !

1<sup>er</sup> Prix: Renault DUSTER  
2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> Prix: un Scooter PIAGGIO  
4<sup>e</sup> à 7<sup>e</sup> Prix: un Téléphone  
8<sup>e</sup> à 12<sup>e</sup> Prix: un Casque  
13<sup>e</sup> à 20<sup>e</sup> Prix: un Casque  
21<sup>e</sup> à 28<sup>e</sup> Prix: un Casque

### Question n° 21 :

Quand et dans quelle province du Gabon a eu lieu le lancement du projet « GRAINE » ?

Le 22 mars 2015	<input type="checkbox"/>	Ogooué-Ivindo	<input type="checkbox"/>
Le 26 avril 2015	<input type="checkbox"/>	Moyen-Ogooué	<input type="checkbox"/>
Le 22 juin 2015	<input type="checkbox"/>	Estuaire	<input type="checkbox"/>

### Question n° 22 :

En quelle année la pagination de L'UNION passe-t-elle à 20 pages ?

- A) En 2002
- B) En 2009
- C) En 2012